



Tous droits réservés

INTRODUCTION GÉNÉRALE AU DROIT

Séance 7 - La classification des droits

I.	Les droits extrapatrimoniaux	2
A)	Les droits extrapatrimoniaux privés	3
1)	Les droits de la personnalité	3
2)	Les droits familiaux	4
B)	Les droits extrapatrimoniaux publics	4
1)	Les libertés publiques	4
2)	Les droits politiques	5
II.	Les droits patrimoniaux	5
A)	Les droits réels	5
1)	Critères	6
2)	Effets	6
B)	Les droits personnels	6
1)	Critères	7
2)	Effets	7
III.	Les droits intellectuels	7

Comme nous l'avons déjà évoqué, les droits sont différents : ils peuvent relever du droit privé ou du droit public.

Mais au sein des règles de droit, toutes ne sont pas équivalents. Cela signifie que certains droits ont plus de valeur que d'autre. En outre, tous n'ont pas le même objectif.



À retenir : On appelle droits objectifs les normes globales qui s'appliquent à toute la société.

On appelle droits subjectifs les normes qui permettent d'appliquer le droit objectif.

Dans un but de simplification et de compréhension du droit, les droits subjectifs peuvent être classés.

Il y a deux distinctions majeures :

- d'une part, entre les droits extrapatrimoniaux et les droits patrimoniaux ;
- d'autre part, au sein des droits patrimoniaux, entre les droits réels et les droits personnels.

En marge de ceux-là, se trouvent également les droits intellectuels.

Question : Quels sont les différents droits existants dans l'ordre juridique français ?

I. Les droits extrapatrimoniaux



Définition : Comme leur nom l'indique, les droits extrapatrimoniaux sont écartés de l'idée de monétisation. Ils ne peuvent pas être patrimonialisés. Ce sont des droits qui sont tellement inhérents à l'individu, qu'ils ne peuvent pas être dans le commerce !

Il faut retenir les quatre caractères essentiels de ces droits :

- ils sont incessibles : ils ne peuvent pas être dans le commerce, être vendus ni même donnés ;
- ils sont imprescriptibles : ils ne peuvent pas s'éteindre si on ne les utilise pas, et à l'inverse, ils ne s'acquièrent pas par un usage prolongé ;
- ils sont insaisissables : ils sont hors du patrimoine des individus, donc un créancier ne peut venir les chercher ;
- ils sont intransmissibles : lorsqu'un individu meurt, il ne transmet pas ces droits à ses héritiers.



À retenir : Leur violation entraîne des sanctions civiles et/ou pénales.

On en distingue deux types : les droits extrapatrimoniaux privés et les droits extrapatrimoniaux publics.

A) Les droits extrapatrimoniaux privés



Définition : Les droits extrapatrimoniaux privés sont les droits individuels que détient chaque individu, avec la possibilité de les exercer dans tous ses rapports sociaux.

1) Les droits de la personnalité



Définition : Bien que cette notion soit controversée, et que la liste ne soit pas exhaustive, on peut définir les droits de la personnalité comme ceux qui permettent de protéger l'intégrité physique et psychique d'un individu.

On peut y trouver, notamment :

- le droit à la vie (l'homicide est puni par **l'article 221-1 du Code pénal**) ;
- le droit au respect de l'intégrité corporelle (garanti par **l'article 16 du Code civil**). Il implique notamment qu'aucune atteinte ne sera portée au corps de l'homme, que tout acte médical doit être consenti par l'individu... ;
- le droit à la présomption d'innocence ;
- le droit à l'honneur et à la considération (la diffamation est par exemple punie par **la loi du 29 juillet 1881**) ;
- le respect de la vie privée (garanti par **l'article 9 du Code civil**) ;
- le droit à l'image, qui est autonome de la vie privée, mais qui entre pourtant dans son champ d'application.



À retenir : Cette liste n'est pas exhaustive et certains auteurs ont une vision très personnelle des droits de la personnalité, les réduisant ou les agrandissant selon leur point de vue.

2) Les droits familiaux

Il s'agit de l'ensemble des droits relatifs au mariage et à la parenté.

B) Les droits extrapatrimoniaux publics

1) Les libertés publiques



Définition : Les libertés publiques sont des libertés générales, fondamentales, qui s'appliquent à l'individu et au collectif.

Elles sont prévues par le bloc de constitutionnalité ou par les textes fondamentaux, tels que la Convention européenne des droits de l'Homme.



Exemple : La liberté de penser est garantie par la DDHC. La liberté de la presse par **l'article 10 de la Conv. EDH.**

2) Les droits politiques

Ce sont les droits fondamentaux du citoyen qui sont prévus par la Constitution française, comme le droit de vote, prévu à **l'article 3.**

II. Les droits patrimoniaux



Définition : Les droits patrimoniaux, par opposition aux droits extrapatrimoniaux, sont ceux qui ont une valeur monétaire et qui font partie du patrimoine.

Dans cette catégorie, on distingue les droits réels et les droits personnels. Néanmoins, ils ont des caractères communs :

- ils sont cessibles : ils peuvent être donnés ou vendus ;
- ils sont transmissibles, puisqu'ils font partie du patrimoine ;
- ils sont saisissables ;
- ils sont prescriptibles.

A) Les droits réels



Définition : Les droits réels sont ceux qui portent sur une chose.



Exemple : Le droit de propriété est un droit réel.

1) Critères



À retenir : Il ne peut y avoir d'autre droits réels que ceux qui sont prévus par la loi ! Les individus ne peuvent en créer simplement s'ils en ont envie.

Ces droits sont absolus, ce qui signifie qu'ils s'appliquent à tout le monde ! En revanche, les individus ont la possibilité d'y renoncer.



Exemple : La propriété, dans toutes ses formes, les servitudes, les gages mobiliers et immobiliers sont des droits réels.

2) Effets

Les deux effets principaux que confèrent les droits réels sont les suivants :

- le droit de suite ;
- le droit de préférence.



Définition : Le droit de suite est la possibilité de suivre le bien auquel est relié le droit concerné.

Le droit de préférence permet au titulaire de celui-ci d'être préféré à un individu qui aurait un droit personnel sur le même bien.

B) Les droits personnels



Définition : Les droits personnels sont des droits instaurés entre des personnes. Ils posent une obligation, entre un créancier (celui à qui on doit quelque chose) et un débiteur (celui qui doit quelque chose).

1) Critères

Il y a, en droit civil, un principe fondamental : la liberté contractuelle. Celle-ci permet aux parties d'aménager les contrats qu'elles passent, comme elles le souhaitent, tant qu'elles ne touchent pas aux clauses obligatoires.

Grâce à cette liberté contractuelle, les parties peuvent créer les droits personnels qu'elles désirent, et même en inventer qui n'existent pas.

La seule limite est de respecter l'ordre public et les bonnes mœurs.



À retenir : À l'inverse des droits réels, les droits personnels ne sont pas absolus. Ils n'ont d'effet que pour les parties qu'ils concernent.

Enfin, ils ne peuvent pas être abandonnés par les parties, tant que l'obligation qui demeure entre elles existe toujours.

2) Effets

À l'inverse du droit réel, le droit personnel ne confère ni droit de suite ni droit de préférence.

III. Les droits intellectuels

Ces droits sont à part, car ils n'entrent ni dans la catégorie des droits patrimoniaux, ni dans celle des droits extrapatrimoniaux.



Définition : Il s'agit de droits qui permettent un monopole sur une œuvre intellectuelle.



À retenir : Ils ont les mêmes caractères que les droits patrimoniaux : cessibilité, transmissibilité, saisissabilité, prescriptibilité.